

Les subsides

étranger, puisque nous exportons la presque totalité de notre grain. Il faut que le gouvernement continue de se battre en faveur d'un accord international sur les céréales, afin que les cinq grands pays exportateurs et les pays consommateurs s'entendent sur un accord de prix établi en fonction des coûts de production des agriculteurs du monde et des ressources des pays consommateurs.

En second lieu, à court terme, il faut un autre paiement d'appoint pour les producteurs céréaliers de l'ouest du Canada. Si l'on veut ne serait-ce que garantir les prix de l'an dernier, il faut probablement deux milliards au minimum aux producteurs céréaliers de l'ouest du Canada. La Chambre a l'obligation d'aider les agriculteurs des Prairies quand ils ont un problème contre lequel ils ne peuvent rien, celui des guerres de prix et des guerres de subvention que se livrent les Américains et les Communautés économique européennes. Je pense qu'il va falloir songer plus sérieusement à la nécessité de fournir un versement d'appoint beaucoup plus important que l'an dernier.

Il faut un système de prix de parité, qui couvrent les frais de production de l'agriculteur et lui assurent un honnête bénéfice. Nous devrions fabriquer au Canada des produits chimiques génériques au prix coûtant, pour que les agriculteurs puissent avoir des produits chimiques au prix coûtant. Il faut abaisser le prix des engrais au Canada pour mieux aider les agriculteurs.

Permettez-moi de traiter d'énergie. Notre parti estime qu'il devrait y avoir un prix plancher de l'énergie, un prix minimum au-dessous duquel on ne la laisserait pas tomber.

Une voix: Et qui va payer?

M. Nystrom: Ce serait le consommateur canadien. Il y aurait un double système de prix, comme cela existe actuellement pour le blé. Le consommateur est protégé quand le prix mondial du pétrole atteint un niveau excessif, et un prix plancher pour que les travailleurs puissent conserver leur emploi et les industries pétrolières être protégées quand le prix tombe à un niveau artificiellement bas. Telle est la politique de notre parti qui, je pense, serait d'un grand secours pour l'ouest du Canada.

Je demande à la Chambre de faire preuve d'initiative et de perspicacité à l'égard d'un programme économique de l'Ouest qui va faire de l'ouest du Canada un partenaire très solide dans la Confédération. Le Canada ne pourra être fort que si les régions qui le forment le sont. Ce sera avantageux non seulement pour l'Ouest, mais également pour l'Ontario, le Québec, la région de l'Atlantique et le nord du Canada.

• (1220)

Des voix: Bravo!

M. Kilgour: Madame la Présidente, je voudrais poser une question au député. Croit-il qu'un programme de diversification de l'économie de l'Ouest devrait prévoir un impôt de 2 p. 100 sur les salaires, comme au Manitoba? Pense-t-il qu'il devrait comprendre un impôt de 2 p. 100 sur la capitalisation de n'importe quelle entreprise faisant affaire au Manitoba— mesure que son parti vient tout juste de présenter au Manitoba? Juge-t-il qu'il devrait être question de droits de succes-

Je rappelle au député que la Saskatchewan et l'Allemagne de l'Est sont les deux seuls États du monde dont la population a diminué entre 1945 et 1965 environ, période au cours de laquelle le parti du député était au pouvoir dans cette province.

M. Nystrom: Madame la Présidente, je constate que mon honorable collègue d'Edmonton est très sensible au sentiment ressenti dans sa ville, où le parti conservateur se retrouve, à juste titre, en troisième place.

Le député m'a posé une question au sujet des droits de succession. La Saskatchewan a été l'une des premières provinces canadiennes à accorder une exemption des gains en capital aux agriculteurs qui vendaient leur exploitation. Je sais que mon collègue de Végréville ne l'ignore pas. On a présentée cette mesure à l'époque où Allan Blakeney était premier ministre de la province, car les agriculteurs n'ont pas de régime de pension. Lorsqu'ils vendent leur exploitation, ils doivent utiliser les gains en capital qu'ils réalisent, afin de préparer leur retraite. Je suis tout à fait d'accord là-dessus.

Je le répète, notre parti souscrit également à l'exemption relativement aux gains en capital qu'on propose aujourd'hui d'accorder aux agriculteurs et aux pêcheurs. Selon moi, il ne s'agit pas d'une question fort controversée.

En ce qui a trait aux impôts au Manitoba, il incombe au premier ministre et à l'assemblée législative de la province de décider de ce qu'ils entendent faire à ce sujet. Je le répète, pour ce qui est de la diversification de l'économie de l'Ouest, il faut surtout bâtir une industrie primaire et secondaire autour de l'agriculture et de nos ressources naturelles. Il est également nécessaire d'apporter des modifications dans le domaine des transports, afin qu'il n'y ait plus de discrimination à l'endroit de l'Ouest en ce qui a trait aux tarifs-marchandises, comme cela a toujours été le cas jusqu'à maintenant.

Je tiens une fois de plus à avertir la Chambre. Faute de mesures concrètes destinées à venir en aide aux agriculteurs de l'ouest du pays, des milliers d'autres abandonneront leur exploitation. Ils s'attendent à ce que quelque chose soit fait. Ils constatent qu'on agit pour d'autres secteurs du pays et ils souhaitent qu'on leur apporte une aide accrue également.

M. Hovdebo: Madame la Présidente, j'inviterais le député à développer son idée selon laquelle le gouvernement devrait élaborer un programme énergétique qui permette aux provinces d'accroître les recettes qu'elles touchent de ce secteur ainsi que les occasions d'emploi qu'il procure.

M. Nystrom: Dans le secteur de l'énergie, madame la Présidente, il suffit, je pense, de considérer ce que le gouvernement d'Allan Blakeney au pouvoir en Saskatchewan dans les années 1970 pour se rendre compte du niveau de redevances imposé aux grandes sociétés multinationales et apprécier jusqu'à quel point les citoyens de la Saskatchewan ont profité d'une ressource qui leur appartient. Les gisements de potasse et de pétrole ne devraient pas appartenir seulement aux grandes sociétés multinationales, mais aux citoyens de la Saskatchewan, à ceux de l'Alberta et aux autres Canadiens. Je pense que c'est très important.